ASSEMBLÉE NATIONALE

23 février 2018

INTERDICTION PÊCHE ÉLECTRIQUE - (N° 715)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 1

présenté par
Mme Lorho

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 10, insérer l'alinéa suivant :

« Considérant que la pêche industrielle est déjà pratiquée sur 55 % de la surface des mers et des océans ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La pêche électrique vient s'ajouter à la question déjà lourde de la pêche industrielle. Si les travailleurs de la mer, et notamment les artisans français, méritent le soutien des technologies, il convient également de les préserver d'une concurrence ignorante du respect des ressources marines.